Bureau du 13 septembre 2004

Décision n° B-2004-2472

objet : **Hygiène du bâtiment - Lancement de la procédure d'appel d'offres ouvert**

service : Délégation générale aux ressources - Direction de la logistique et des bâtiments - Service bâtiments

Le Bureau,

Vu le projet de décision du 1 septembre 2004, par lequel monsieur le président expose ce qui suit :

Le conseil de Communauté, par sa délibération n° 2003-1087 en date du 3 mars 2003, a délégué au Bureau une partie de ses attributions. Le dossier présenté ci-après entre dans le cadre de cette délégation.

Le marché concernant les prestations d'hygiène du bâtiment arrive à échéance le 31 décembre 2004. Il convient de procéder au renouvellement de ce marché.

Le marché de prestations de services issu de cette consultation serait de type à bons de commande, conformément à l'article 71-I du code des marchés publics.

Il est donc proposé de lancer une consultation sur appel d'offres ouvert, en application des articles 33, 39, 40 et 57 à 59 du code des marchés publics.

Ce marché à bons de commande prendrait effet à compter de la date fixée par le certificat de notification jusqu'au 31 décembre 2005 reconductible de façon expresse trois fois une année.

Le marché comporterait un engagement de commande annuel de 50 000 € HT minimum et de 200 000 € HT maximum.

Le marché serait attribué à une entreprise seule ou à un groupement solidaire ;

Vu ledit dossier de consultation des entrepreneurs ;

Vu les articles 33, 39, 40, 57 à 59 et 71-I du code des marchés publics ;

Vu les délibérations du Conseil n° 2003-1087 en date du 3 mars 2003 et n° 2004-1898 en date du 10 mai 2004 ;

DECIDE

1° - Approuve :

a) - le lancement de l'opération,

b) - le dossier de consultation des entrepreneurs.

2° - Arrête que le marché de prestations de services concernant l'hygiène du bâtiment sera traité par voie d'appel d'offres ouvert, conformément aux dispositions des articles 33, 39, 40 et 57 à 59 du code des marchés publics.

3° - Les offres seront jugées par la commission permanente d'appel d'offres désignée par la délibération n° 2004-1898 en date du 10 mai 2004.

4° - Cette dépense sera prélevée sur les crédits à inscrire au budget principal de la Communauté urbaine - exercices 2005 et éventuellement 2006, 2007 et 2008.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme,
le président,
pour le président,